

La société congolaise à l'épreuve du M23 : pratiques locales et transnationales de résilience

Andreea Bianca Urs
Faculté d'Études Européennes
Université « Babeş-Bolyai »
Cluj-Napoca, Roumanie
andreea.urs@ubbcluj.ro
0000-0002-9197-1106

Résumé— Cette communication analyse les formes de résilience sociale et politique déployées par la société congolaise face à la résurgence du mouvement armé M23 dans l'Est de la République démocratique du Congo. En mobilisant une approche socio-anthropologique et transnationale, elle met en lumière les stratégies quotidiennes de survie, d'adaptation et de résistance développées par les habitants du Nord-Kivu, ainsi que les mobilisations parallèles de la diaspora congolaise. Ces pratiques locales et transnationales révèlent une résilience à plusieurs niveaux : communautaire, organisationnelle et symbolique. Loin de se limiter à la simple capacité d'endurance, la résilience est ici envisagée comme une pratique politique, permettant aux citoyens de reconfigurer leur rapport à l'État, à la violence et à la communauté internationale. À partir de sources de terrain, de données issues d'organisations locales et d'une revue critique de la littérature sur la résilience, cette étude montre comment la société congolaise transforme la vulnérabilité en puissance d'action collective, redéfinissant les frontières du politique dans un contexte de crise prolongée.

Mots-clés—RDC, conflit, M23, résilience, mobilisation

I. INTRODUCTION

La République démocratique du Congo (RDC) représente un exemple saisissant de contrastes. Ce pays, extrêmement riche en ressources naturelles, notamment en cobalt dont il assure environ 70 % de la production mondiale (Cobalt Market Report 2023), un minéral stratégique pour les technologies modernes, demeure également profondément marqué par la pauvreté, l'instabilité politique et les conflits prolongés. Sa capitale, Kinshasa, constitue un centre culturel majeur, inspirant artistes, écrivains et musiciens, tout en étant le théâtre d'une centralisation politique contestée. Composée de 26 provinces et de plus de 250 ethnies, la RDC constitue une mosaïque culturelle et naturelle unique, abritant des parcs nationaux classés au patrimoine mondial de l'UNESCO, tels que le parc de Virunga, riche d'une biodiversité exceptionnelle. Cette étude se concentre sur l'est du pays, en particulier les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, zones frappées par des cycles récurrents de violence (Urs, 2024). Le Mouvement du 23 Mars (d'ores et après abrégé M23) incarne l'un des épisodes les plus récents et significatifs de ce conflit prolongé, mettant en lumière les dynamiques complexes de violence, de résistance et de résilience au sein de la société congolaise.

II. CONTEXTE HISTORIQUE ET POLITIQUE DU M23

Depuis début 2025, le mouvement M23, soutenu par la coalition AFC (Alliance Fleuve Congo), continue de renforcer sa position militaire dans la région du Nord-Kivu, provoquant une crise humanitaire majeure. Le 27 janvier 2025, le M23 a pris le contrôle de Goma, la capitale provinciale, marquant une escalade significative du conflit. Quelques semaines plus tard, il s'est également emparé de Bukavu, dans le Sud-Kivu, soulignant l'étendue géographique de ses avancées. Le M23 trouve ses origines dans le *Congrès national pour la défense du peuple* (CNDP), un mouvement rebelle actif dans le Nord-Kivu dans les années 2000. En 2009, un accord de paix avait été signé entre le CNDP et le gouvernement congolais, prévoyant l'intégration des combattants dans l'armée nationale (Human Rights Watch, 2022).

Cependant, cet accord n'a jamais été pleinement appliqué. En 2012, d'anciens membres du CNDP ont créé le Mouvement du 23 Mars, en référence à la date de l'accord trahi. Après une première défaite militaire en 2013, le M23 a disparu pendant près de dix ans avant de reprendre les hostilités en 2022–2023. Les causes de ce retour sont multiples : la **faiblesse structurelle de l'armée congolaise** (FARDC), les **tensions persistantes avec le Rwanda**, accusé de soutenir le mouvement, et la **marginalisation politique de certaines communautés de l'est**. Sous la présidence de Félix Tshisekedi (à partir de 2019 jusqu'à présent), des tentatives de renforcement de la coopération régionale et de mobilisation des forces armées ont été entreprises, mais l'État reste perçu comme incapable de protéger efficacement les civils. L'impact social est dramatique : déplacements massifs de populations, effondrement de la confiance intercommunautaire et militarisation accrue des territoires frontaliers. Ces dynamiques fragilisent la cohésion sociale et prolongent un climat d'insécurité permanent dans la région du Kivu (Urs, 2024).

Le M23 exerce un contrôle direct sur les routes commerciales et impose des taxes informelles, rendant la circulation des biens et des personnes extrêmement difficile. Les violences associées entraînent la fermeture des écoles, la séparation des familles et l'usage de violences sexuelles comme arme de guerre. Ces mécanismes de coercition illustrent les effets déléteurs d'une **gouvernance faible** sur les sociétés locales, en accord avec les analyses d'Achille Mbembe sur les effets de la postcolonie et de l'État néocolonial sur le contrôle des populations et des territoires (Mbembe, 2000).

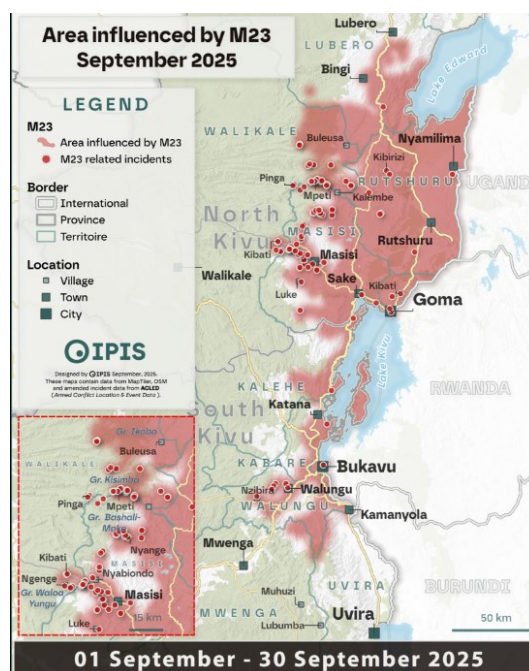


Fig.1. Zone influencée par M23
Source : IPIS

Toutefois, la société congolaise ne se limite pas à un rôle de victime passive. Les habitants développent des **stratégies de survie et de résilience**, tant au niveau local que transnational, qui témoignent d'une capacité remarquable d'adaptation face à la violence.

III. LA SOCIÉTÉ CONGOLAISE À L'ÉPREUVE DU M23 : PRATIQUES LOCALES ET TRANSNATIONALES DE RÉSILIENCE

Depuis la résurgence du Mouvement du 23 Mars (M23) dans l'est de la République Démocratique du Congo (RDC), la société civile congolaise joue un rôle crucial dans la dénonciation des violences armées, dans la mobilisation populaire et dans l'interpellation des autorités nationales. De nombreux mouvements citoyens, tels que LUCHA (Lutte pour le Changement), ont dénoncé avec vigueur l'échec de la stratégie sécuritaire du gouvernement. Pour ces organisations, la militarisation accrue des réponses gouvernementales, souvent justifiée par le président Félix Tshisekedi dans ses discours, traduit moins une volonté de résoudre durablement la crise qu'une tentative de recentraliser le pouvoir en affaiblissant les institutions civiles. Les réactions n'ont pas tardé à apparaître :

À Félix Tshisekedi et son régime, nous disons : vos calculs cyniques ne passeront pas. Ce peuple, que vous tentez d'endormir avec vos promesses vides, se réveillera. Et comme les martyrs de l'indépendance, il se dressera avec courage, non pas pour quémander, mais pour exiger la justice, la liberté et le respect de sa souveraineté. (discours de Jacques Issongo Mfutu, militant Lucha, à l'occasion de la journée des Martyrs de l'indépendance, Newnaratifrdc.net).

Les discours du président Tshisekedi, régulièrement centrés sur la dénonciation de l'ingérence étrangère, en particulier du Rwanda, accusé de soutenir le M23 ont généré des réactions ambivalentes au sein de la société civile. D'un côté, certains y voient une légitime expression de souveraineté face à une agression extérieure. De l'autre, de nombreux acteurs critiques estiment que cette rhétorique sert de paravent à l'absence de réformes structurelles dans les secteurs clés de la défense et de la gouvernance. Les promesses répétées de fermeté apparaissent dès lors déconnectées de la réalité du terrain, où les populations continuent de subir les violences, les déplacements forcés et l'abandon institutionnel. En réponse à cette situation, la société civile congolaise s'est mobilisée à travers des manifestations en ligne sur les réseaux sociaux, des campagnes de sensibilisation et des plaidoyers nationaux et internationaux. Ces initiatives visent à réclamer non seulement la fin des hostilités, mais aussi l'instauration d'un dialogue inclusif avec les communautés locales, la réforme profonde des forces armées (FARDC), et la réorientation des politiques publiques vers le développement socio-économique des zones affectées. Les appels à la transparence, à la lutte contre la corruption dans le secteur militaire et à la justice pour les victimes de violences illustrent une volonté citoyenne de sortir du cycle de l'impunité et de la gouvernance de crise.

Qu'est-ce que la résilience sociale ?

La résilience sociale est un concept qui désigne la capacité d'une société, d'une communauté ou d'un groupe social à faire face à des chocs, des crises ou des changements profonds, tout en préservant sa cohésion, ses valeurs essentielles et ses structures de fonctionnement, voire en se transformant positivement à travers l'expérience. Selon Adger (2000), la résilience sociale est « la capacité des groupes sociaux à faire face au stress extérieur résultant de changements sociaux, politiques ou environnementaux ». Autrement dit, elle concerne la manière dont une société résiste, s'adapte et se reconstruit après un choc (conflit, crise économique, désastre naturel, etc.). La résilience

sociale est comprise ici comme la capacité des individus et des communautés à faire face, à s'adapter et à transformer les conditions de crise et d'instabilité (Keck & Sakdapolrak, 2013). Dans leur modèle tridimensionnel, la résilience comporte : des capacités de résistance permettant la survie sous la contrainte, des capacités d'adaptation assurant une réorganisation durable, et des capacités de transformation favorisant un changement structurel. Appliquées au cas congolais, ces théories mettent en lumière la manière dont les communautés du Nord-Kivu parviennent à maintenir la cohésion sociale, les économies informelles et les mécanismes locaux de sécurité, malgré une violence récurrente. Cette « résilience quotidienne » reflète à la fois la nécessité et la créativité : la reconstruction de la confiance, de la communication et de l'interdépendance au sein d'un contexte marqué par la fragilité chronique de l'État. Toutefois, cette résilience n'est pas sans ambiguïtés. Comme l'ont montré Joseph (2013) et Evans & Reid (2014), le discours de la résilience peut être instrumentalisé pour masquer les responsabilités structurelles de l'État et de la communauté internationale, transformant la capacité d'adaptation des populations en justification de l'inaction politique. Dans le cas congolais, la résilience sociale ne saurait donc être comprise comme une fin en soi, mais plutôt comme un indicateur de la persistance d'une société qui refuse de disparaître et qui lutte avec acharnement malgré l'effondrement institutionnel. Elle exprime la tension entre la nécessité de survivre et le désir de transformer les conditions mêmes de la survie.

Ainsi, vivre avec la résurgence du M23, pour les Congolais du Kivu, signifie à la fois résister, s'organiser et revendiquer. C'est un acte de continuité sociale et de dignité politique dans un espace où la guerre, devenue structurelle, a cessé d'être exceptionnelle. Cette résilience, ancrée dans la vie quotidienne et portée par les pratiques de solidarité, incarne la force silencieuse d'une société qui, tout en subissant la violence, en dénonce la normalisation et en réinvente sans cesse les modes de réponse.

A. La résilience locale : solidarité et stratégies d'adaptation

À Goma, capitale du Nord-Kivu, la résurgence du M23 s'est traduite par une panique généralisée et par des vagues successives de déplacements internes. De nombreux habitants, craignant les affrontements ou les recrutements forcés, ont trouvé refuge dans les périphéries urbaines ou dans des camps informels gérés par des ONG. Ces migrations, souvent temporaires et réversibles, traduisent une forme de « mobilité adaptative » où la survie quotidienne repose sur la flexibilité et la reconfiguration permanente des réseaux familiaux. Dans un contexte d'effondrement des circuits économiques formels, les économies de subsistance et le commerce informel sont devenus les piliers d'une résilience de court terme. Les marchés improvisés, le troc et la solidarité communautaire assurent la circulation des biens essentiels, tandis que les paroisses, les comités de quartier et les associations locales jouent un rôle crucial dans la redistribution de l'aide humanitaire, la médiation et la prévention des violences. La cohésion sociale, renforcée par les institutions religieuses et par les réseaux d'entraide, fonctionne comme un substitut à l'État absent et à la gouvernance défaillante. À l'échelle locale, la résilience se manifeste par des réseaux communautaires solidaires. Les habitants reconstruisent leurs villages, partagent les récoltes et accueillent les déplacés. Les femmes jouent un rôle central en tissant des liens sociaux, en initiant des projets communautaires et en participant activement à des initiatives de paix (Human Rights Watch, The New Humanitarian). Les églises et structures coutumières offrent des espaces de refuge et assurent la médiation entre les membres des communautés, renforçant ainsi la cohésion sociale. Ces dynamiques locales illustrent une forme de résilience qui n'est pas seulement défensive, mais

proactive : elle combine adaptation et résistance. La résilience sociale dans les zones de conflit repose autant sur la capacité des communautés à survivre que sur leur aptitude à maintenir et reconstruire le tissu social. Cependant, cette résilience a ses limites. En l'absence de solutions politiques durables et face à la complexité des violences, elle peut devenir un **simple mécanisme de survie**, insuffisant pour transformer durablement les conditions de vie.

B. La résilience transnationale : rôle de la diaspora et des ONG

Au-delà des frontières nationales, la résilience congolaise s'exprime par l'action de la **diaspora**. Très active en Europe, en Amérique du Nord et dans les pays voisins de la région des Grands Lacs, elle dénonce les atrocités, mène des campagnes médiatiques et fournit un soutien matériel et financier aux populations locales (The New Humanitarian, 2025). Les plateformes numériques permettent de créer une **mémoire collective et numérique du conflit**, en diffusant informations vérifiées et témoignages en temps réel, ce qui constitue une forme de résistance face à la désinformation. Les ONG et organisations internationales (telles que le HCR, OCHA ou Médecins Sans Frontières) interviennent également pour protéger les civils, documenter les abus et proposer des solutions humanitaires. Cette interaction entre local et transnational crée une **resilience hybride**, enracinée dans le quotidien mais connectée à des réseaux globaux.

IV. CONCLUSIONS

La résilience congolaise ne se lit pas uniquement dans les rapports officiels, mais s'observe avant tout dans les pratiques quotidiennes des habitants. Elle se manifeste comme un phénomène pluriel, enraciné dans les solidarités locales, les économies informelles, les structures familiales élargies et les réseaux transnationaux qui relient les communautés à la diaspora et aux acteurs internationaux. La société congolaise illustre ainsi une capacité remarquable à mobiliser ressources, réseaux et traditions pour maintenir une forme de stabilité sociale et continuer à résister même dans un contexte de fragilité étatique extrême. Cependant, cette résilience reste ambivalente : oscillant entre adaptation pragmatique et résistance politique, elle peut se réduire à un mécanisme de survie lorsque les réponses institutionnelles demeurent insuffisantes ou lorsque les violences persistent sous des formes mutantes. Dépourvue de soutien structurel, la résilience locale risque alors de renforcer l'endurance plutôt que d'ouvrir la voie à une transformation profonde des rapports de pouvoir ou des conditions de vie. La résurgence du mouvement M23 dans l'Est de la République démocratique du Congo a ravivé, au sein de la population, des formes renouvelées de mobilisation nationale et transnationale, contribuant à recomposer les identités, les solidarités et les stratégies d'autoprotection. Habitants, réseaux diasporiques et organisations internationales forment aujourd'hui un écosystème complexe où se mêlent soutien humanitaire, initiatives communautaires, innovations socio-économiques et formes de contestation. Comprendre ces dynamiques exige une approche intégrée qui combine analyse politique, théorie de la résilience et méthodes ethnographiques. Une telle approche permet de saisir non seulement la capacité des populations à absorber et contourner les chocs, mais aussi leurs efforts constants pour résister, négocier et transformer, malgré les défis persistants. C'est à cette intersection entre survie quotidienne, pratiques de résistance et horizons d'espoir que se construit véritablement la résilience congolaise contemporaine.

RÉFÉRENCES

- [1] *Actualité.cd*, « Le M23 est une milice rwandaise qui dispose d'un arsenal de combat supérieur à ceux de la MONUSCO et des FARDC », en *Actualité.cd*, <https://actualite.cd/2022/07/02/le-m23-est-une-milice-rwandaise-qui-dispose-dun-arsenal-de-combat-superieur-ceux-de-la-monusco-et-des-farcd/>, consulté le 1^{er} septembre 2025.
- [2] Adger, W. Neil. "Social and Ecological Resilience: Are They Related?" *Progress in Human Geography*, vol. 24, no. 3, 2000, pp. 347–364.
- [3] Autesserre, Severine (2010), *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding*. Cambridge University Press.
- [4] Cobalt Market Report 2023, en ligne, URL : <https://www.cobaltinstitute.org/resource/cobalt-market-report-2023/#:~:text=Overall%2C%20the%20global%20cobalt%20market,surplus%20seen%20in%20volume%20terms>, consulté le 13 septembre 2025.
- [5] Evans, Brad & Reid, Julien (2014). *Resilient Life: The Art of Living Dangerously*. Polity Press.
- [6] Human Rights Watch, "DR Congo: M23 Armed Group Forcibly Transferring Civilians", le 18 juin 2025, en ligne, URL : <https://www.hrw.org/news/2025/06/18/dr-congo-m23-armed-group-forcibly-transferring-civilians>, consulté le 5 septembre 2025.
- [7] Joseph, Jonathan (2013). Resilience as embedded neoliberalism: A governmentality approach. *Resilience: International Policies, Practices and Discourses*, 1(1), 38–52. <https://doi.org/10.1080/21693293.2013.765741>.
- [8] *Jeune Afrique*, « M23 en RDC – Tshisekedi, Kagame, Museveni et Kenyatta : dans le secret du sommet de Nairobi », <https://www.jeuneafrique.com/1338367/politique/rdc-m23-dans-le-secret-du-sommet-de-nairobi/>, consulté le 8 juillet 2025.
- [9] *Jeune Afrique*, « Paul Kagame : M23 en RDC, Tshisekedi, Macron, présidentielle au Rwanda... L'entretien exclusif en vidéo », le 31 janvier 2023, en ligne, URL : <https://www.jeuneafrique.com/1413411/politique/paul-kagame-m23-en-rdc-tshisekedi-macron-presidentielle-au-rwanda-lentretien-exclusif-en-vidéo/>, consulté 18 juillet 2025.
- [10] Keck, Markus, & Sakdapolrak, Patrick (2013), *What Is Social Resilience? Lessons Learned and Ways Forward*. *Erdkunde*, 67(1), 5–18. <https://doi.org/10.3112/erdkunde.2013.01.02>.
- [11] Mbembe, Achille (2000), *De la postcolonie*, Khartala, Paris.
- [12] Mbembe, Achille (2020), *Brutalisme*, La Découverte, Paris.
- [13] Mignolo, Walter, « La désobéissance épistémique : Rhétorique de la modernité, logique de la colonialité et grammaire de la décolonialité », en *Critique sociale et pensée juridique*, PIE Peter Lang, Bruxelles, 2015.
- [14] MSF en République démocratique du Congo, en ligne, URL : <https://www.msf.org/fr/rdcongo>, consulté le 1^{er} septembre 2025.
- [15] Newnaratifrdc (2025), "Tribune : [Entre mémoire et lutte, barons la route à la dictature], Jacques Issong », en ligne, URL, consulté le 25 septembre 2025.
- [16] <https://newnaratifrdc.net/tribune-entre-memoire-et-lutte-barons-la-route-a-la-dictature-jacques-issong>, consulté le 1^{er} septembre 2025.
- [17] OCHA RDC, en ligne, URL : <https://www.unocha.org/democratic-republic-congo>, consulté le 13 septembre 2025.
- [18] *The New Humanitarian*(2025), "The M23 takeover, part 1: In DR Congo's Walikale, forced labour and fears of arrest", le 1 octobre 2025, en ligne, URL: <https://www.thenewhumanitarian.org/2025/10/01/dr-congo-m23-takeover-part-1>, consulté le 5 octobre 2025.
- [19] *The New Humanitarian*(2025), "The M23 takeover, part 2: Congolese describe domination and defiance in south Lubero", le 6 octobre 2025, en ligne, URL: <https://www.thenewhumanitarian.org/2025/10/06/dr-congo-m23-takeover-part-2>, consulté le 15 octobre 2025.
- [20] *The New Humanitarian* (2025), "The M23 takeover, part 3: Land grabs and assassinations in DR Congo's Rutshuru", le 8 octobre 2025, en ligne, URL: <https://www.thenewhumanitarian.org/2025/10/08/dr-congo-m23-takeover-part-3>, consulté le 15 octobre 2025.
- [21] Urs, Andreea Bianca (2022), « Dynamique des conflits au Nord-Kivu après la scission du NDC-R. Une radiographie », in Sergiu Mişcoiu, Cristian Preda, Andreea Bianca Urs, Domnica Gorovei (dirs.), *Systèmes politiques et dynamiques conflictuelles en Afrique : Quel impact de la mondialisation ?*, Paris, Éditions du Cerf, 2022, p. 57-71.
- [22] Urs, Andreea Bianca (2024), *À l'Est, rien de nouveau ! La gouvernance des groupes armés dans deux provinces du Congo démocratique*, Cluj-Napoca, Casa Cărţii de Ştiinţă, coll. « Afrika », ISBN : 978-606-17-2306-5